



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DES PRODUITS

SOIXANTE-NEUVIÈME SESSION

RAPPORT DE LA CINQUIÈME SESSION DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LA BANANE ET LES FRUITS TROPICAUX YAOUNDÉ (CAMEROUN), 3-5 MAI 2011

I. INTRODUCTION

1. La cinquième session du Groupe intergouvernemental sur la banane et les fruits tropicaux s'est tenue du 3 au 5 mai 2011 à Yaoundé (Cameroun). Y ont participé 49 délégués des États Membres suivants: Allemagne, Bénin, Cameroun, Ghana, Kenya, Mexique, Nigéria, Ouganda, Union européenne (organisation membre) et Zimbabwe. Le Fonds commun pour les produits de base (FCP), le Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE) et le Réseau international sur les fruits tropicaux étaient représentés en qualité d'observateurs.
2. La session a été inaugurée par Son Excellence M. Jean Nkuete, Vice-Premier Ministre et Ministre de l'agriculture et du développement rural. L'allocation d'ouverture a été prononcée par M. Ousmane Guindo, Représentant de la FAO au Cameroun, au nom du Directeur général.
3. Le Groupe a élu M. Médi MOUNGUI (Cameroun) président, M. Rüdiger Ohst (Allemagne) premier vice-président par intérim et M. Salim Rodriguez (Mexique) second vice-président.
4. L'ordre du jour provisoire (CCP:BA/TF 11/1 Corr.) et le calendrier provisoire (CCP:BA/TF 11/Inf.3) ont été adoptés sans modification.
5. Le Groupe a décidé que le Secrétariat préparerait le projet de rapport de la session en vue de son adoption le jeudi 5 mai 2011.

II. QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET RELATIVES AU MARCHÉ

A. ÉVOLUTION DU MARCHÉ ET PERSPECTIVES

Situation actuelle du marché et perspectives

6. Le Groupe a examiné ce point de l'ordre du jour en s'appuyant sur les informations présentées dans les documents portant les cotes: CCP:BA/TF 11/Inf.4, CCP:BA/TF 11/CRS 1 et

CCP:BA/TF 11/CRS 2. Plusieurs délégués ont présenté des mises à jour et des corrections concernant les données sur la production et le commerce dans leur pays.

7. Le Groupe a noté que l'accord de Genève sur le commerce des bananes (GATB) avait été le fait le plus marquant depuis sa dernière session. Il a été informé que le calendrier des réductions des tarifs douaniers (voir le document CCP:BA/TF 11/Inf.4) était correct mais que l'Union européenne (UE), qui bénéficie du régime de la nation la plus favorisée, ne réduirait que progressivement son tarif douanier appliqué aux bananes. Ce tarif, qui était de 176 EUR par tonne en 2009, devrait passer à 114 EUR par tonne au plus tôt en 2017, et en 2019 au plus tard, selon les conditions stipulées. L'UE a appliqué rétroactivement, le 15 décembre 2009, une première réduction de 28 EUR par tonne, portant le tarif à 148 EUR par tonne, et une deuxième à partir du 1^{er} janvier 2011, qui a abaissé le tarif douanier à 143 EUR par tonne. Le Groupe a ensuite été informé que la proposition de la Commission de mobiliser 190 millions d'EUR pour le Programme de mesures d'accompagnement (MAB) dans le secteur de la banane visant à aider les pays exportateurs du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) n'avait pas encore été adoptée. Il a néanmoins reçu l'assurance que le parlement et le conseil européens s'activeraient pour parvenir à un consensus permettant la mise en œuvre rapide de programme MAB.

8. Le Groupe a noté que les exportations mondiales de bananes avaient connu un léger recul en 2019, passant à 14,7 millions de tonnes, et que les prix de détail avaient diminué sur certains marchés alors que les prix de gros et les prix à l'importation avaient augmenté. Cette contradiction s'explique peut-être par la politique des grands réseaux de distribution qui réduisent les prix des bananes pour attirer les consommateurs. Quant aux importations, les prix ont augmenté à cause de la hausse des coûts du transport et des intrants, ce qui a laissé peu de marge de manœuvre pour répercuter cette hausse le long de la filière d'approvisionnement.

9. Le Groupe a noté que la production mondiale de fruits tropicaux était estimée à plus de 82,2 millions de tonnes en 2009. Bien que le commerce international n'ait représenté qu'une faible proportion du volume total de la production (10 pour cent), la valeur des échanges internationaux de fruits tropicaux frais était de 5,4 milliards d'USD et celle des fruits tropicaux transformés de 6,5 milliards d'USD, contre 7,9 milliards d'USD pour la banane, 5,4 milliards d'USD pour la pomme, 4 milliards d'USD pour l'orange et 2,1 milliards d'USD pour la poire.

10. Le Groupe a noté qu'à moyen terme, des débouchés importants existaient pour le développement commercial de la banane et des fruits tropicaux, car la demande devrait augmenter jusqu'en 2009, à un rythme cependant moins élevé qu'au cours des dix années précédentes. Il faudrait néanmoins mettre en œuvre des politiques efficaces pour résoudre les problèmes des petits producteurs et des transformateurs, notamment pour faciliter leur accès au crédit et aux informations relatives à la technologie, aux prix et aux coûts. Les gouvernements devraient aussi promouvoir des politiques encourageant les coopératives de petits exploitants, en vue de donner à ces derniers les moyens d'agir tant au niveau de la production qu'à celui de la transformation.

Suivi et analyse des marchés des variétés de banane autres que la Cavendish: importance économique et faisabilité technique

11. Le Groupe a examiné ce point de l'ordre du jour en s'appuyant sur les documents: CCP:BA/TF 11/2, CRS 6 et CRS 7. Il a fait observer qu'il était indispensable d'avoir accès à des données fiables sur la production et la commercialisation des produits agricoles pour planifier efficacement la recherche et le développement économique. Malgré leur importance pour la sécurité alimentaire et l'atténuation de la pauvreté, les statistiques relatives à la production, au commerce et à la consommation des bananes autres que la Cavendish étaient rares. Le Groupe a donc adopté la stratégie proposée au paragraphe 17 du document CCP:BA/TF 11/2 à condition que le Secrétariat examine la possibilité i) d'établir un centre de matériel génétique dans une deuxième phase et ii) d'intégrer des ensembles de données relatives à la banane dans les systèmes mondiaux de collecte de données sur les plantes vivrières. Le Groupe a recommandé que les différentes initiatives en cours soient mises en place dans un cadre de collaboration pour la collecte et la mise à jour des statistiques relatives à la banane, tel qu'il est prévu dans le

document. Par exemple, le Centre Africain de Recherche sur les bananiers et plantains (CARBAP) a indiqué qu'il était prêt à être considéré comme un mécanisme pertinent compte tenu de son mandat en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

B. FACTEURS AYANT UNE INCIDENCE SUR LA DEMANDE

Potentiel du marché chinois pour la banane et les fruits tropicaux, analysé à partir d'études des comportements alimentaires des ménages

12. Le Groupe a examiné ce point de l'ordre du jour en s'appuyant sur le document portant la cote: BA/TF 11-3. Il a noté que la plupart des consommateurs préféraient les fruits tropicaux frais aux fruits tropicaux transformés. Le principal facteur économique influant sur la consommation était le revenu, suivi des variations des prix relatifs et de l'environnement macroéconomique. Le Groupe a noté ensuite que les variétés les plus prisées étaient la banane, l'orange, le litchi, la mangue et le longane, la banane étant la plus appréciée. Parmi les produits transformés, le jus était privilégié par rapport à d'autres formes de fruits tropicaux transformés.

Directives pratiques sur l'exportation de bananes et de fruits tropicaux en Chine

13. Le Groupe a pris note de ce point de l'ordre du jour en s'appuyant sur le document portant la cote CCP:BA/TF 11/4. Il est convenu de faire suivre les directives aux gouvernements aux fins du suivi de leurs initiatives d'exportation en Chine. L'importance de renforcer la confiance du consommateur dans la sécurité sanitaire des aliments a été soulignée, et le Groupe a dû réfléchir aux moyens d'atténuer les inquiétudes des consommateurs. Il faut répondre aux besoins en matière de certification, pour ce qui est de la contamination par les pesticides, et mettre au point des mécanismes qui permettraient de renforcer la confiance des consommateurs. Le Groupe a reconnu que les pays devaient renforcer leurs capacités dans ce domaine et le Secrétariat a été prié de recenser les possibilités d'assistance disponibles au sein de la FAO, y compris dans ses bureaux régionaux, ainsi qu'au niveau du Codex et de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV).

Étude de cas sur la demande potentielle de mangoustan et de salak

14. Le Groupe a pris note des informations présentées dans le document portant la cote CCP:BA/TF 11/CRS 8 et a décidé que le potentiel commercial du mangoustan ferait l'objet d'une analyse approfondie, tandis que les travaux sur le salak seraient reportés. Le Groupe est convenu de fournir au Secrétariat les informations présentées aux paragraphes 20 et 21 du document pour faciliter l'analyse du marché. Les résultats de l'étude seraient présentés au Groupe à sa prochaine session.

15. Notant l'importance du fruit miracle et son potentiel en tant que super fruit tropical, le Groupe a demandé aux délégués du Ghana et du Nigéria de fournir au Secrétariat des informations sur ce fruit, afin de favoriser l'analyse préliminaire de son potentiel commercial. Un rapport sur cette analyse serait présenté au Groupe à sa prochaine session.

III. CHAÎNE DE VALEUR ET RÉPARTITION DU REVENU

A. DISPOSITIFS INSTITUTIONNELS ET STRUCTURE DU MARCHÉ DE LA BANANE ET DES FRUITS TROPICAUX DANS LES PAYS PRODUCTEURS: LEUR INCIDENCE SUR LE REVENU DES PETITS EXPLOITANTS

16. Prenant note des analyses relatives aux dispositifs institutionnels figurant dans les documents CCP:BA/TF 11/5 et CCP:BA/TF CRS 13, le Groupe s'est félicité de ce que le mandat présenté au Secrétariat à sa dernière session (réunion conjointe des sous-groupes en décembre 2009) ait été exécuté.

**B. OPTIONS EN MATIÈRE DE SOUTIEN À LA FORMATION
D'ORGANISATIONS DE PETITS PRODUCTEURS, D'AMÉLIORATION
DE LA QUALITÉ, DE CRÉATION DE VALEUR AJOUTÉE ET D'ACCÈS
AU CRÉDIT, EN VUE D'AMÉLIORER LE REVENU DES PETITS
EXPLOITANTS DE LA FILIÈRE**

17. Les délégués ont approuvé les recommandations énoncées dans le document portant la cote CCP:BA/TF 11/CRS 17, et sont convenus de créer un groupe de travail sur les politiques visant à intégrer les petits producteurs dans la chaîne de valeur, en tenant compte de l'importance de la représentation régionale et du rôle des parties prenantes du secteur privé et du secteur public. Le mandat de ce groupe de travail serait mis au point, et comprendrait notamment:

- la sensibilisation des parties prenantes
- le renforcement des capacités pour réfléchir à d'autres moyens de favoriser l'intégration des petits exploitants dans la filière des fruits tropicaux.

18. Le Mexique, le Ghana, le Réseau sur les fruits tropicaux (TFNet), le Centre africain de recherche sur les bananiers et plantains (CARBAP) et l'Association bananière du Cameroun (ASSOBACAM) ont exprimé leur souhait de faire partie du groupe de travail. Le Secrétariat a été prié de demander aux autres membres du Groupe intergouvernemental s'ils étaient intéressés, et le premier vice-président est convenu d'organiser des consultations et de faire rapport au Secrétariat sur une éventuelle représentation de l'UE, compte tenu de l'importance d'assurer la participation de pays importateurs aux activités du groupe de travail.

19. Après la présentation du document CCP:BA/TF 11/CRS 16, il a également été convenu que le groupe de travail aurait aussi pour mandat de réfléchir à des options politiques pour améliorer l'accès des petits exploitants aux moyens de financement.

IV. ACTION INTERGOUVERNEMENTALE

A. ACTIVITÉS DU FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE

État d'avancement des projets approuvés par le Groupe intergouvernemental sur la banane et les fruits tropicaux

20. Le Groupe a noté que dix projets étaient en cours d'exécution depuis la dernière session. Deux d'entre eux ont été achevés, deux seront terminés en 2011 et un faisait l'objet d'une restructuration à cause des difficultés financières de l'organisme chargé de l'exécution du projet.

Nouvelles propositions de projets à soumettre au Fonds commun pour les produits de base

21. Le Groupe a créé un groupe d'experts chargé d'évaluer les propositions de projets entre les sessions. Le Cameroun, le Nigéria, le Ghana, l'Ouganda, le Kenya et le Réseau international sur les fruits tropicaux se sont portés volontaires pour être membres de ce groupe.

22. Le délégué du Mexique a soumis deux propositions: i) créer un centre de matériel génétique pour les bananes autres que la Cavendish; et ii) établir un centre régional pour le développement durable de façon à reprendre le modèle du Chiapas sur la base du projet pilote mis en œuvre dans le cadre du Fonds commun pour les produits de base. Le Groupe a approuvé les principes de ce projet tout en demandant que les propositions soient affinées et soumises à l'examen du groupe d'experts. Il a par ailleurs rappelé au promoteur du projet qu'il devait prendre en compte l'existence et les fonctions de la banque de données génétiques de l'Université de Leuven.

23. Le Groupe a examiné et approuvé le projet de lutte contre les mouches des fruits soumis par le Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (CCP:BA/TF 11/CRS 14).

Une révision de ce document devrait être transmise au Fonds commun pour les produits de base par l'intermédiaire du Secrétariat.

24. Le Cameroun a soumis une proposition de projet relative à la surveillance et à l'éradication du virus du bunchy top du bananier (BBTV). Le Groupe a approuvé le projet sur le principe, sachant qu'il devra être affiné et évalué par le groupe d'experts.

Rapport de l'Atelier FAO/Fonds commun pour les produits de base sur le projet «Diversification de l'agriculture au Guatemala et au Mexique (Chiapas) grâce à la production de fruits destinés à l'exportation» et défis et possibilités d'intégration des petits producteurs à la filière internationale des fruits

25. Le Groupe a pris note du rapport de l'atelier susmentionné en s'appuyant sur le document CCP:BA/TF CRS/3. Notant le succès de ce projet, le Groupe a souligné qu'il était important d'assurer la continuité du projet après son exécution et l'engagement des gouvernements afin que les avantages qui en découlent puissent être généralisés.

V. ACTIVITÉS DES AUTRES ORGANISATIONS

A. RAPPORT DU RÉSEAU INTERNATIONAL SUR LES FRUITS TROPICAUX (TFNET)

26. Les participants à la réunion ont examiné ce point de l'ordre du jour en s'appuyant sur le document CCP: BA/TF CRS 4, qui résumait les principales activités menées par TFNet depuis la dernière session du Sous-groupe sur les fruits tropicaux.

VI. AUTRES QUESTIONS

A. PLAN D'ACTION DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL

27. Les demandes suivantes du Groupe constituent le Plan d'action du Groupe intergouvernemental sur la banane et les fruits tropicaux jusqu'à sa prochaine session:

- Examiner les facteurs contribuant à l'augmentation des coûts de production, notamment les coûts du transport et de la lutte contre les ravageurs et les maladies, et la manière dont ils réduisent les marges bénéficiaires.
- Examiner les facteurs contribuant à la baisse de la production mondiale de bananes constatée depuis plusieurs années, en particulier en Amérique latine, et déterminer si ces facteurs sont cycliques ou structurels.
- Mettre en œuvre des stratégies concernant les variétés autres que la Cavendish, notamment:
 - une étude théorique et un examen détaillé des textes publiés sur le sujet;
 - la mise à disposition des informations dans différents formats;
 - la mise à jour systématique des informations.
- Examiner les mécanismes, notamment les normes de certification, afin d'apaiser les craintes des consommateurs concernant les mesures sanitaires et phytosanitaires ainsi que la sécurité sanitaire relatives aux exportations de bananes et de fruits tropicaux.
- Identifier et utiliser l'appui existant au sein de la FAO, y compris les bureaux régionaux, le CODEX et la CIPV, pour renforcer les capacités en matière de mesures sanitaires et phytosanitaires et de sécurité sanitaire.

- Analyser l'offre et la demande de mangoustan.
- Réaliser une étude exploratoire sur le fruit miracle.
- Créer un groupe de travail sur les politiques visant à intégrer les petits exploitants dans la filière, et le doter d'un mandat approprié.
- Examiner les options de politiques pour améliorer l'accès des petits exploitants à des moyens de financement.

B. QUESTIONS DIVERSES

28. Il a été rappelé au Groupe qu'il devait fournir des informations sur le baobab au Secrétariat, conformément à ce qui avait été demandé à sa dernière session.

C. DATE ET LIEU DE LA SIXIÈME SESSION DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LA BANANE ET LES FRUITS TROPICAUX

29. Le Groupe a noté avec satisfaction l'intérêt manifesté par le Mexique d'accueillir la sixième session du Groupe intergouvernemental sur la banane et les fruits tropicaux en 2011. La date et le lieu exacts seront fixés par le Directeur général en consultation avec le Président.